

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Ministère de l'économie, des finances  
et de l'industrie

**Arrêté du 7 novembre 2024**

**portant modification de l'arrêté du 13 octobre 2022 portant nomination des représentants des associations de gestion et de comptabilité au comité national du tableau, à la commission nationale de discipline et à la chambre nationale de discipline institués par les articles 43, 49 bis et 50 de l'ordonnance n°45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable**

NOR : ECOE2428437A

**Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,**

Vu l'ordonnance n°45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptables, et notamment ses articles 49 *bis* et 50 ;

Vu l'arrêté du 13 octobre 2022 portant nomination des représentants des associations de gestion et de comptabilité au comité national du tableau, à la commission nationale de discipline et à la chambre nationale de discipline institués par les articles 43, 49 *bis* et 50 de l'ordonnance n°45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable ;

Vu l'avis de la fédération des associations de gestion et de comptabilité de France (UNARTI) du 13 septembre 2024 ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 2 de l'arrêté du 13 octobre 2022 susvisé est ainsi modifié :

« - Représentants de UNARTI :

- Titulaire : Yves MAINGUET
- Suppléant : Christophe LEMOINE »

## **Article 2**

L'article 3 de l'arrêté du 13 octobre 2022 est ainsi modifié :

« - Représentants de UNARTI :

- Titulaire : Stève COUSIN »

## **Article 3**

La directrice générale des Finances publiques est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* de l'administration centrale des ministères économiques et financiers.

Fait le 7 novembre 2024.

Pour le ministre et par délégation :  
La cheffe du bureau droit et outils du recouvrement,

E. GUILLON